Intégration des jeunes et des femmes enseignant.e.s chercheur.e.s de l'université Joseph Ki-Zerbo du Burkina Faso aux réseaux scientifiques internationaux

Abel KABRÉ,
Laboratoire Genre et Développement (Université Joseph Ki-Zerbo)
Koug-Nongom BONKOUNGOU,
Université Daniel Ouezzin Coulibaly,
kougnongomb@yahoo.fr

Résumé/Abstract

Cette recherche porte sur les conditions dans lesquelles les jeunes chercheurs et les femmes chercheures de l'Université Joseph Ki-Zerbo (UJKZ), au Burkina Faso, s'intègrent à la coopération scientifique internationale. La coopération scientifique ouvre des possibilités de formation, de mobilité, d'accès aux ressources et de participation à des projets internationaux : elle constitue, à ce titre, un levier de développement pour l'université. L'étude cherche à identifier les facteurs sociaux, professionnels, relationnels et institutionnels qui favorisent ou freinent l'accès à ces opportunités. L'hypothèse avancée est que la participation des jeunes chercheurs et des femmes chercheures aux cadres d'échanges scientifiques internationaux dépend de plusieurs facteurs, dont le genre, l'ancienneté, le capital scientifique, les ressources et les réseaux professionnels. La méthode retenue est qualitative : soixante-quinze (75) entretiens semi-directifs ont été menés, répartis entre trente-cinq (35) jeunes enseignants-chercheurs, vingt-cinq (25) femmes enseignantes-chercheures et quinze (15) responsables académiques ou administratifs. Les résultats montrent que l'accès aux réseaux scientifiques internationaux dépend non seulement des compétences individuelles mais aussi de la capacité à mobiliser des réseaux, à faire reconnaître son capital scientifique, à occuper une position professionnelle favorable et à évoluer dans un environnement institutionnel. Ces résultats peuvent servir à promouvoir une coopération scientifique plus inclusive à travers la valorisation au niveau national et international des compétences de la relève scientifique.

Abstract/Résumé

This research focuses on the conditions under which young researchers and women researchers at Joseph Ki-Zerbo University (UJKZ) in Burkina Faso integrate into international scientific cooperation. Scientific cooperation opens up opportunities for training, mobility, access to resources, and participation in international projects : in this way, it serves as a development lever for the university. The study aims to identify the social, professional, relational, and institutional factors that facilitate or hinder access to these opportunities. The hypothesis put forward is that the participation of young researchers and women researchers in international scientific exchange programs depends on several factors, including gender, seniority, scientific capital, resources, and professional networks. The chosen method is qualitative : seventy-five (75) semi-structured interviews were conducted, divided among thirty-five (35) young teacher-researchers, twenty-five (25) female teacher-researchers, and fifteen (15) academic or administrative leaders. The results show that access to international scientific networks depends not only on individual skills but also on the ability to leverage networks, get one's scientific capital recognized, hold a favorable professional position, and operate within an institutional environment. These findings could help promote more inclusive scientific cooperation by highlighting the skills of the next generation of scientists at both national and international levels.

***Mots clés** : intégration, jeunes chercheur.e.s, coopération scientifique, Burkina Faso.*

Introduction

La coopération scientifique internationale, comme le montrent J. Cerdeira et *al.* (2023), contribue énormément au développement de la recherche en Afrique. L'insertion des jeunes et des femmes enseignant.e.s chercheur.e.s du Burkina Faso dans les réseaux scientifiques transnationaux revêt, à cet égard, une importance particulière. La coopération présente l'avantage d'ouvrir aux universités l'accès à des financements, à des échanges d'expertise, à des infrastructures ainsi qu'à des réseaux de

publication qui font souvent défaut à l'échelle nationale. L'Université Joseph Ki-Zerbo, première institution d'enseignement supérieur et de recherche du Burkina Faso, s'inscrit dans cette dynamique à travers de nombreux partenariats bilatéraux et multilatéraux, des programmes de mobilité académique et des projets menés avec des institutions étrangères, comme le démontrent S. D. Nana et *al.* (2024).

Toutefois, l'existence et la multiplication de ces partenariats ne garantissent pas, à elles seules, un accès équitable aux opportunités qu'ils offrent. Si l'université profite de ces collaborations, tous les chercheurs n'y accèdent pas au même titre. Deux catégories restent structurellement à l'écart des dispositifs de coopération : les jeunes chercheurs (doctorants, post-doctorants, enseignants-chercheurs en début de carrière) et les femmes chercheures, quel que soit leur grade. Lorsque cette double vulnérabilité se cumule chez les jeunes femmes chercheures, elle mérite une attention particulière. L'accès aux opportunités de coopération comme les bourses de mobilité, les co-publications internationales, les consortiums de recherche et les financements de projets, dépend largement de réseaux informels, d'une expérience académique déjà établie et d'une maîtrise des codes de la recherche internationale, notamment la maîtrise des langues étrangères, le montage de projets et la connaissance des appels à propositions. J. Cerdeira et *al.* (2023) montrent à cet égard que l'insertion des chercheurs dans les réseaux de collaboration internationale est étroitement liée aux capacités scientifiques et institutionnelles dont ils disposent. Autant de prérequis qui pénalisent les jeunes chercheurs, encore occupés à construire leur légitimité scientifique et leur carnet d'adresses. À ces difficultés liées à l'ancienneté et à l'expérience s'ajoutent celles qui sont associées aux inégalités de genre. La faible présence des femmes dans les instances de décision

scientifique, aux postes de coordination de projets et parmi les seniors habilités à diriger des équipes réduit mécaniquement leur visibilité auprès des partenaires internationaux qui privilégient souvent des interlocuteurs déjà reconnus. K. Kadio et *al.* (2023) montrent que les dynamiques de production et de circulation des connaissances au Burkina Faso sont fortement liées aux interactions entre acteurs scientifiques, institutionnels et partenaires internationaux. S'y ajoutent, soulignent N. M. Sougou et *al.* (2022), des contraintes liées aux responsabilités familiales et domestiques, qui pèsent différemment sur la disponibilité des femmes pour la mobilité internationale, les colloques ou les séjours prolongés à l'étranger.

Dès lors, ces inégalités d'accès invitent à dépasser une conception de la coopération scientifique fondée uniquement sur l'existence des partenariats et à s'interroger sur leur caractère réellement inclusif. Ces constats conduisent ainsi à interroger la notion même de coopération scientifique « inclusive ». Celle-ci suppose non seulement l'existence de dispositifs de partenariat, mais également une répartition équitable de leurs bénéfices entre les différentes catégories de chercheurs : jeunes et anciens, hommes et femmes. Or, l'accès, la participation et l'inclusion des jeunes et des femmes dans la coopération scientifique inclusive restent faibles. Les données disponibles à l'Université Joseph Ki-Zerbo permettent d'illustrer cette situation : cent soixante-onze (171) conventions de coopération ont été recensées en 2023-2024, dont vingt un (21) liées à la recherche et vingt-trois (23) à la mobilité académique. De même, le réseau international « Africa Multiple », créé pour favoriser l'intégration des jeunes chercheurs africains dans des collaborations internationales, demeure très sélectif : sept (07) bourses postdoctorales étaient proposées en juin 2026, alors que l'Université Joseph Ki-Zerbo compte en moyenne deux cent cinquante (250) soutenances de

doctorat par an. Par ailleurs, en 2023, les femmes représentaient cent vingt-huit (128) personnes sur six cent cinquante (650) enseignants, ce qui représente dix-neuf virgule sept pour cent (19,7 %) du personnel enseignant selon les données rapportées. En 2023-2024, sur trois cent vingt-neuf (329) doctorants recrutés, seulement cinquante (50) étaient des femmes, soit quinze virgule deux (15,2 %).

Ces données quantitatives prennent tout leur sens lorsqu'elles sont mises en regard des expériences et des contraintes vécues par les femmes engagées dans les parcours de recherche. Ainsi, bien que des initiatives d'intégration du genre existent à l'Université Joseph Ki-Zerbo, les travaux de B. C. V. Rouamba/Ouédraogo et M. Charmillot (2026) montrent que les femmes engagées dans un parcours doctoral au Burkina Faso restent confrontées à des obstacles multidimensionnels susceptibles de limiter leur progression académique. La question n'est donc plus seulement de savoir si des dispositifs de coopération existent, mais aussi de déterminer dans quelles conditions les jeunes chercheures peuvent effectivement y accéder, y participer et en tirer des bénéfices durables. Ces contraintes invitent ainsi à interroger les mécanismes institutionnels d'accompagnement, de mentorat, d'accès aux réseaux scientifiques et de soutien méthodologique dont bénéficient les jeunes chercheures au sein de l'Université Joseph Ki-Zerbo.

Ces difficultés d'accès à la coopération scientifique internationale ne concernent pas seulement des parcours individuels. Elles touchent aussi la manière dont l'université fonctionne, sur le plan scientifique, institutionnel et social. Sur le plan scientifique, exclure une partie du potentiel de recherche de l'université, notamment ses jeunes chercheurs et ses chercheures, appauvrit la production nationale et réduit la

diversité des approches et des thématiques. Sur le plan institutionnel, le positionnement international de l'Université Joseph Ki-Zerbo et sa capacité à répondre aux exigences des bailleurs, de plus en plus attentifs à l'équité de genre et au renouvellement générationnel, dépendent directement de sa capacité à démontrer une politique d'inclusion effective. Sur le plan social, la marginalisation des jeunes et des femmes dans la coopération scientifique reproduit et renforce des inégalités déjà présentes dans le système académique et, plus largement, dans la société burkinabè.

C'est précisément à partir de ces enjeux que se construit la problématique de cette recherche. Si les dispositifs de coopération scientifique internationale constituent des espaces d'accès aux ressources, aux réseaux et à la reconnaissance scientifique, leur fonctionnement ne semble pas profiter de manière uniforme à l'ensemble des chercheurs. Dès lors, il importe de comprendre comment les positions sociales et professionnelles, les rapports de genre, les ressources individuelles ainsi que les mécanismes institutionnels influencent concrètement l'accès à ces espaces et les possibilités d'y prendre part. La question de recherche principale est donc la suivante : Comment les jeunes chercheurs et les femmes chercheures de l'Université Joseph Ki-Zerbo s'intègrent-ils à la coopération scientifique internationale, et quels facteurs sociaux, professionnels, genrés et institutionnels favorisent ou limitent cette intégration ? L'objectif de cette recherche est l'analyse des conditions d'intégration de ces catégories de chercheurs dans les espaces de coopération scientifique internationale. L'hypothèse principale ayant guidée notre recherche a été la suivante : à l'Université Joseph Ki-Zerbo, l'accès des jeunes chercheurs et des femmes chercheures à la coopération scientifique internationale varie

selon plusieurs facteurs sociaux, professionnels, genrés et institutionnels.

Au niveau théorique, cette recherche s'appuie sur la théorie du champ scientifique de P. Bourdieu (2001) pour examiner comment se font l'inclusion et l'exclusion dans la coopération scientifique internationale. Le champ scientifique est ici pensé comme un espace social hiérarchisé : les chercheurs y occupent des positions différenciées, et les rapports de force comme la concurrence y sont structurants. L'accès à la coopération internationale varie donc selon la position de chacun dans ce champ. Cette position se joue en bonne partie sur la possession et la mobilisation de différents capitaux. Dans cette logique, les notions de capital social, de capital culturel et de capital symbolique permettent de mieux comprendre les mécanismes qui facilitent ou limitent l'intégration internationale. Le capital social désigne les réseaux et les relations qui ouvrent l'accès aux opportunités et aux partenaires scientifiques internationaux. Le capital culturel regroupe les compétences, les diplômes, les langues étrangères et les savoir-faire qu'exige la participation à des projets internationaux. Le capital symbolique tient à la reconnaissance, à la réputation, aux publications et aux responsabilités scientifiques accumulées. Les jeunes chercheurs ont en général des capitaux moins constitués. Les femmes, elles, peuvent pâtir d'une présence plus faible dans certains réseaux et dans les instances de décision. Leur intégration internationale ne dépend donc pas du seul mérite individuel : elle est tributaire de la répartition inégale des ressources et des positions au sein du champ scientifique. Ainsi, la théorie du champ scientifique offre une grille de lecture permettant de mettre en relation les trajectoires individuelles, les ressources mobilisables et les structures institutionnelles qui organisent l'accès à la

coopération scientifique internationale. Cette approche permet de voir comment les rapports de position, les capitaux et les dynamiques institutionnelles entretiennent ou atténuent les inégalités d'accès à la coopération scientifique internationale. Cette grille théorique sert de point de départ à l'analyse empirique.

L'article s'organise en deux parties. La première présente la méthodologie retenue. La seconde expose les résultats, puis les discute.

1. Méthodologie de recherche

Cette partie décrit la méthode suivie pour analyser l'intégration des jeunes chercheurs et des femmes chercheures de l'Université Joseph Ki-Zerbo dans la coopération scientifique inclusive. Elle précise d'abord la méthode retenue, le site de l'étude et la population enquêtée puis expose les techniques et les outils de collecte des données, la méthode d'échantillonnage et la taille de l'échantillon. Le déroulement de l'enquête de terrain est aussi décrit, étape par étape. La dernière section porte sur le traitement et l'analyse des données recueillies, en lien avec les questions de recherche.

L'étude repose sur une méthode qualitative. Ce choix s'impose dès lors qu'il s'agit de comprendre de près les perceptions, les expériences et les représentations des acteurs engagés dans la coopération scientifique inclusive. La démarche qualitative donne accès aux logiques subjectives, aux stratégies de chacun et à ces obstacles souvent invisibles, sociaux, institutionnels ou symboliques, qui font que les chercheurs n'accèdent pas tous de la même manière aux dispositifs de coopération. Elle convient particulièrement bien à l'étude des capitaux social, culturel et symbolique que les

enquêtés mobilisent ou non, dans le sens que P. Bourdieu (2001) donne à ces notions. Ainsi, le choix d'une approche qualitative conduit à privilégier un terrain permettant d'observer concrètement les mécanismes d'accès, de participation et d'exclusion à l'œuvre dans la coopération scientifique.

C'est dans cette perspective que l'Université Joseph Ki-Zerbo (UJKZ) a été retenue comme site de l'étude. Première institution universitaire du Burkina Faso, son rôle central dans la recherche nationale et la diversité de ses partenariats internationaux en font un terrain particulièrement pertinent pour analyser les mécanismes qui favorisent ou limitent l'intégration des chercheurs dans la coopération scientifique internationale. Première université publique du Burkina Faso, l'UJKZ descend du Centre d'Enseignement Supérieur de Ouagadougou (CESUP), créé en 1969. Elle est devenue officiellement l'Université de Ouagadougou le 1er avril 1974, puis a été rebaptisée Université Joseph Ki-Zerbo en 2019, en hommage à l'historien, homme politique et universitaire burkinabè Joseph Ki-Zerbo (CAMES, 2025).

Installée à Ouagadougou, capitale du pays, l'UJKZ occupe une place centrale dans le système national d'enseignement supérieur. Ses effectifs et son offre de formation ont fortement augmenté au fil des années. Le tableau de bord statistique de l'université indique 50 027 étudiants pour l'année 2022-2023, soit vingt-deux virgule sept pour cent (22,7 %) des étudiants de l'enseignement supérieur burkinabè et vingt-huit virgule trois (28,3 %) de ceux des universités publiques (Université Joseph Ki-Zerbo, 2023). L'université compte aujourd'hui dix-sept établissements : cinq (05) Unité de formation et de recherche (UFR), six instituts, quatre (04) écoles doctorales et deux (02)

centres universitaires. Elle propose également cent quarante et une (141) filières de formation, réparties sur plusieurs domaines du savoir (Université Joseph Ki-Zerbo, 2023). Le Haut Conseil de l'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (HCERES, 2023) la classe parmi les principaux pôles de formation et de recherche de l'Afrique de l'Ouest francophone.

Le choix de ce terrain étant établi, il convient alors de préciser les acteurs auprès desquels les données ont été recueillies. La population d'enquête est ainsi composée de trois catégories d'acteurs : les jeunes chercheurs, les femmes chercheures et les responsables administratifs et académiques. Cette diversification des profils répond à la nécessité de confronter des expériences et des points de vue différents sur l'accès à la coopération scientifique internationale.

Les jeunes chercheurs (doctorants, post-doctorants, enseignants-chercheurs en début de carrière) sont les premiers concernés par l'intégration générationnelle. Les femmes chercheures, toutes générations confondues, éclairent la dimension de genre du problème, et parfois une double vulnérabilité lorsque la jeunesse académique se cumule avec l'appartenance au genre féminin. Les responsables administratifs et scientifiques (directeurs de laboratoires, responsables de la coopération, autorités universitaires) apportent, quant à eux, leur connaissance des dispositifs en place, des critères de sélection et des politiques d'inclusion menées ou envisagées à l'échelle de l'université. La mise en relation de ces trois catégories d'acteurs permet ainsi de croiser les expériences de ceux qui cherchent à accéder aux opportunités de coopération avec le point de vue de ceux qui participent à la conception, à la gestion et à la mise en œuvre des dispositifs. Ce croisement des regards permet finalement

de mieux appréhender les éventuels écarts entre les politiques d'inclusion affichées et les pratiques effectives au sein de l'UJKZ.

La collecte des données s'est appuyée sur trois techniques complémentaires : la revue documentaire, l'entretien et l'observation. Le croisement de ces techniques répond à un objectif précis : saisir le phénomène étudié à travers les documents institutionnels, les discours des acteurs et les pratiques observables sur le terrain. Cette complémentarité permet ainsi de confronter les informations provenant de différentes sources et de mieux appréhender les mécanismes d'accès à la coopération scientifique internationale.

Dans cette démarche de croisement des sources, la revue documentaire a constitué le premier niveau d'investigation. Elle a d'abord permis de situer le phénomène dans son contexte institutionnel. Elle a porté sur les textes de politique de l'UJKZ en matière de recherche et de coopération, les rapports d'activités des structures chargées des partenariats internationaux, les conventions signées par l'université et les statistiques disponibles sur la participation des chercheurs aux programmes de mobilité, de financement et de co-publication. Elle a fourni un état des lieux des dispositifs existants et un cadre pour replacer les données recueillies auprès des enquêtés. Toutefois, si ces documents permettent de connaître les dispositifs formels mis en place par l'institution, ils ne rendent pas nécessairement compte de la manière dont ceux-ci sont vécus et appropriés par les chercheurs. L'analyse documentaire devait donc être complétée par le recueil de leurs expériences et de leurs perceptions, ce qui a conduit au recours aux entretiens.

Dans cette deuxième étape, l'entretien a constitué la technique centrale de collecte, en cohérence avec l'approche qualitative retenue. Il s'agissait de saisir les perceptions, les expériences vécues et les trajectoires des acteurs concernés. Des entretiens semi-directifs ont été menés auprès de jeunes chercheurs, de femmes chercheures et de responsables administratifs et scientifiques. Leurs propos ont porté sur les opportunités, les obstacles et les stratégies liés à leur intégration dans la coopération scientifique. Les entretiens ont ainsi permis d'accéder au point de vue des acteurs et à la manière dont ils interprètent leurs expériences. Cependant, le discours recueilli ne permet pas toujours de saisir les pratiques et les interactions telles qu'elles se déroulent effectivement dans les espaces scientifiques. Cette limite a justifié le recours à une troisième technique : l'observation.

L'observation est ainsi venue compléter et mettre en perspective les informations issues de la revue documentaire et des entretiens. Elle a permis de saisir ce que les enquêtés ne disent pas forcément, notamment les dynamiques de participation lors de rencontres scientifiques, de réunions de coordination de projets ou d'ateliers de coopération. Elle donne accès directement aux interactions, aux comportements et aux rapports de position entre chercheurs au sein du champ scientifique universitaire. Le recours successif à ces trois techniques a donc permis de mettre en regard ce que les institutions prévoient, ce que les acteurs déclarent et ce qui peut être observé dans les pratiques. Ce croisement des données documentaires, discursives et observationnelles a ainsi renforcé la compréhension du phénomène étudié et la solidité des résultats.

La mise en œuvre de ces différentes techniques a, à son tour, nécessité des outils de collecte adaptés à la nature des données recherchées. Une grille de lecture a structuré le dépouillement des documents institutionnels selon des critères définis à l'avance (nature du dispositif, catégories de bénéficiaires, critères d'accès). Un guide d'entretien, adapté à chaque catégorie d'enquêtés, a servi de support aux échanges, organisés autour de thématiques centrales : accès aux opportunités de coopération, obstacles rencontrés et pistes d'amélioration suggérées. Une grille d'observation a orienté le recueil des données de terrain en fixant à l'avance les éléments à documenter. L'utilisation de ces outils a permis de structurer la collecte, de maintenir une certaine cohérence entre les différentes sources d'information et de faciliter, par la suite, le traitement comparatif des données recueillies.

Au-delà de ces outils méthodologiques, la collecte a également reposé sur des supports matériels destinés à assurer la conservation et la fidélité des informations recueillies. Deux supports matériels ont accompagné la collecte : un dictaphone pour l'enregistrement intégral des entretiens, en vue d'une retranscription fidèle et d'une analyse ultérieure, et un bloc-notes de terrain pour consigner les observations, les impressions et les éléments contextuels que l'audio ne permet pas de capter. Ainsi, l'articulation entre les techniques de collecte, les outils méthodologiques et les supports matériels a contribué à assurer la rigueur, la fiabilité et la complétude des données recueillies.

L'échantillonnage découle de la logique qualitative de l'étude. La technique retenue est l'échantillonnage raisonné. Le choix raisonné sélectionne délibérément les participants selon des critères liés à leur pertinence pour l'objet d'étude. Les enquêtés ont donc été retenus d'abord parce qu'ils

appartiennent aux catégories ciblées (jeunes chercheurs, femmes chercheures, responsables administratifs et scientifiques), ensuite parce qu'ils sont impliqués, directement ou non, dans les dynamiques de coopération scientifique de l'UJKZ. Cette sélection garantit une diversité de profils (disciplines, grades, laboratoires de rattachement, expériences de coopération) propre à enrichir la compréhension du phénomène, tout en s'assurant que chaque enquêté détient une information pertinente au regard de la problématique. La taille de l'échantillon n'a pas été fixée à l'avance. Elle s'est déterminée en cours de collecte, selon le principe de saturation, central dans les recherches qualitatives : on poursuit les entretiens jusqu'à ce que les suivants n'apportent plus d'informations nouvelles ou nettement différentes, signe que le phénomène a été suffisamment exploré dans ses dimensions essentielles. L'échantillon final s'établit à soixante-quinze (75) enquêtés repartis en trente-cinq (35) jeunes enseignants chercheurs, vingt-cinq (25) femmes enseignants chercheurs et quinze (15) responsables académiques ou administratifs. Ces nombres ont été retenus grâce au principe de saturation de l'information puisque l'échantillon n'a point été défini à l'avance.

La collecte s'est faite en deux temps durant une période de deux (02) ans de 2025 à 2026. D'abord une phase exploratoire, qui a ouvert le terrain. Elle a reposé sur une prise de contact avec le milieu universitaire : des entretiens exploratoires avec quelques responsables administratifs et scientifiques, ainsi qu'avec des chercheurs ressources, et une première exploitation des documents institutionnels disponibles. Cette étape a servi à affiner la problématique, à ajuster les outils de collecte (guide d'entretien, grille de lecture, grille d'observation) aux réalités du terrain, à identifier les

personnes-ressources pertinentes et à repérer les principaux dispositifs de coopération scientifique existants à l'UJKZ. La phase d'enquête proprement dite a suivi. C'est elle qui a constitué le cœur de la collecte : conduite systématique des entretiens semi-directifs auprès des soixante-quinze (75) enquêtés, poursuite de la revue documentaire sur l'ensemble des textes et rapports institutionnels pertinents, et séances d'observation lors de rencontres et d'activités scientifiques organisées au sein de l'université.

Le traitement des données qualitatives a suivi trois étapes. La transcription, d'abord. Les entretiens enregistrés au dictaphone ont été retranscrits intégralement, mot pour mot, pour obtenir un corpus fidèle à ce qui a été dit. Les notes prises sur le bloc-notes de terrain pendant les observations sont venues s'y ajouter. Le regroupement thématique, ensuite. Le corpus a été organisé en catégories et sous-catégories construites à partir des grands axes de la problématique : accès aux dispositifs de coopération, obstacles rencontrés, capitaux mobilisés, stratégies déployées, recommandations formulées. Ce classement donne un ordre à des discours souvent volumineux et hétérogènes. L'analyse de contenu, enfin, c'est-à-dire l'exploitation proprement dite. Elle a consisté à examiner systématiquement les propos recueillis pour en dégager les significations, les récurrences, les convergences et les divergences entre les différentes catégories d'enquêtés, en s'appuyant sur le cadre théorique bourdieusien. Cet examen a fait apparaître les logiques de capital social, culturel et symbolique à l'œuvre dans l'intégration, ou l'exclusion, des jeunes chercheurs et des femmes chercheures dans la coopération scientifique inclusive à l'Université Joseph Ki-Zerbo.

2. Résultats et discussion

L'accès à la coopération scientifique internationale reste inégal. Les données empiriques mettent en évidence ces inégalités à l'UJKZ du Burkina Faso. Elles tiennent à des facteurs structurels et à des mécanismes cumulatifs, qui pèsent sur les opportunités ouvertes aux chercheurs dans le champ scientifique international. Toutefois, ces contraintes ne sont pas subies passivement : les chercheurs mettent en place des stratégies et font preuve d'agentivité pour composer avec ces inégalités et saisir les possibilités de coopération qui s'offrent à eux.

2.1. Inégalités d'accès à la coopération scientifique à l'Université Joseph Ki-Zerbo

La théorie des champs de Bourdieu éclaire les mécanismes d'inclusion et d'exclusion à l'œuvre dans la coopération scientifique à l'UJKZ. À l'université, les jeunes chercheurs et les femmes chercheures se situent eux-mêmes en périphérie du champ. Ce n'est pas que leurs travaux vaudraient moins : c'est qu'ils disposent de moins de relations, de moins de reconnaissance et de moins de ces compétences précises qui ouvrent les portes. Ce ressenti traduit une conviction simple : l'accès aux opportunités scientifiques passe d'abord par la capacité à activer un réseau. Un jeune enseignant chercheur interviewé atteste que ses travaux sont bons. Pour lui, continue-t-il, le problème, c'est qu'il ne connait pas les bonnes personnes. « Tout passe par les relations : qui te connaît, qui te recommande pour les projets », conclue-t-il. Ce témoignage montre à quel point le capital social pèse dans l'accès aux coopérations scientifiques. Souvent, il compte davantage que la qualité des travaux eux-mêmes. Bourses, co-

publications, colloques internationaux : l'essentiel passe par les réseaux que les enseignants-chercheurs seniors ont constitués au fil des années. On rejoint ici l'analyse de P. Bourdieu (1980) sur un champ scientifique qui reproduit les positions acquises.
Les femmes chercheures subissent des contraintes supplémentaires. Elles sont moins présentes dans les espaces informels de sociabilité académique (N. M. Sougou et *al.*, 2022), ces lieux où se nouent les relations qui comptent. Les entretiens menés auprès d'elles font ressortir ces mécanismes d'exclusion, liés aux responsabilités professionnelles et domestiques ainsi qu'à certaines normes sociales. Le manque de temps revient comme un facteur limitant : sans disponibilité, l'accès aux réseaux où circulent les opportunités scientifiques se réduit. Dans les témoignages, une enseignante-chercheure de sociologie, Maitre-Assistante, juin 2025 chercheure affirme :

> Les bourses et les colloques à l'étranger se décident souvent en dehors des cadres officiels : autour d'un café, pendant les pauses après les réunions de département. Avec mes enfants et mon emploi du temps, je ne peux pas m'attarder après les heures de travail. Mes collègues hommes, eux, ont ce temps. Et c'est là que se discutent les vraies opportunités.

Le capital culturel n'est pas distribué de façon égale selon l'ancienneté académique, et cela pèse sur l'accès aux ressources scientifiques. L. Archer et *al.* (2015) prolongent cette idée avec la notion de « capital scientifique » : les savoirs et les dispositions s'accumulent de manière différenciée selon les parcours. Les inégalités d'accès aux coopérations ne s'expliquent donc pas seulement par le capital social. La maîtrise de l'anglais et des codes de montage de projets

compte aussi. Il faut y ajouter le capital symbolique : notoriété, publications, reconnaissance par les pairs. Les jeunes chercheurs et les femmes l'acquièrent plus difficilement, car les responsables privilégient des profils déjà expérimentés. Les positions dominantes se reproduisent ainsi. Les jeunes chercheures décrivent des difficultés comparables à faire reconnaître leur légitimité scientifique, et racontent comment elles contournent ces obstacles. Le témoignage de l'une d'elles illustre concrètement cette dynamique :

> Être jeune, femme et ambitieuse dans ce milieu, c'est devoir prouver deux fois plus sa compétence et sa légitimité, malgré les préjugés et les stéréotypes. Face à ces défis, avec des collègues, nous avons créé notre propre réseau fondé sur la solidarité, l'entraide et le partage d'expériences. Ensemble, nous renforçons nos compétences, développons notre leadership et saisissons de nouvelles opportunités.

Ce témoignage montre que les jeunes chercheuses, confrontées à des obstacles cumulés liés à l'âge académique et au genre, s'organisent collectivement pour accéder à la reconnaissance et aux responsabilités, ce qui rejoint les travaux sur le « plafond de verre » académique (C. Bosquet et *al*., 2019 ; N. M. Sougou et *al.*, 2022). Réseaux de jeunes chercheurs, plateformes numériques et collaborations informelles attestent d'une réelle capacité d'action, sans toutefois corriger les inégalités structurelles du champ ni compenser les failles des dispositifs institutionnels. L'étude révèle un décalage entre un discours institutionnel favorable à l'inclusion et des dispositifs de mentorat ou de sélection encore limités. Dans une perspective bourdieusienne, ce décalage s'explique par un

habitus institutionnel qui oriente la reconnaissance vers les acteurs déjà dotés en capitaux (P. Bourdieu, 1984). Cette lecture reste toutefois à nuancer, la diversité des trajectoires individuelles et certaines initiatives émergentes pouvant progressivement infléchir les mécanismes de reproduction du champ scientifique universitaire burkinabè.

2.2. Inégalités cumulatives d'accès à la coopération scientifique internationale à l'UJKZ

En sociologie des sciences, un constat revient souvent : la place qu'on occupe dans la hiérarchie académique détermine largement l'accès aux collaborations. J.-P. W. Sawadogo (2023) éclaire ce point en montrant que le capital social est une ressource qui peut améliorer les conditions économiques d'un ménage. Mathieu (2022) rejoint cette idée par une autre entrée. En mobilisant l'analyse de réseaux, il montre que les liens de parenté et d'amitié pèsent dans l'insertion, le capital social et le capital culturel contribuant eux aussi à différencier les trajectoires. Les chercheurs déjà installés dans des réseaux constitués, souvent les plus anciens et les mieux placés dans la hiérarchie, bénéficient d'un effet cumulatif. Leur position leur ouvre l'accès à de nouvelles relations professionnelles, qui renforcent en retour leur visibilité et leur place dans l'institution. À l'inverse, les jeunes chercheurs, qui n'ont pas encore accumulé ce capital relationnel, accèdent plus difficilement aux cercles de coopération internationale déjà stabilisés. Un enseignant-chercheur confirme cette réalité :

> Quand je suis arrivé au laboratoire, je ne connaissais personne à l'étranger. Les invitations à collaborer, les places dans les consortiums, tout cela circulait déjà entre professeurs seniors qui se fréquentaient depuis vingt ans. On nous

> répète qu'il faut « construire son réseau », mais on démarre avec des années de retard sur des gens qui, eux, en ont hérité. Et plus ils publient ensemble, plus ils sont visibles. Plus ils sont visibles, plus la porte se ferme devant nous.

Au Burkina Faso, le monde de la recherche reste traversé par des inégalités de genre. Elles touchent surtout les parcours et les conditions de travail des femmes chercheures selon P.-F. Yougbaré et P.-M. Moyenga, 2025. Ces auteurs montrent que les écarts et les stéréotypes persistent, que ce soit au laboratoire ou à la maison. Le constat rejoint celui de A.-E. Calvès et J.-F. Kobiané (2014) sur Ouagadougou : les différences de genre continuent de peser sur l'insertion professionnelle. Les femmes accèdent plus difficilement aux postes de responsabilité, aux réseaux professionnels et aux lieux de décision où se nouent les collaborations scientifiques. La formation, l'insertion et l'accès aux responsabilités déterminent en partie les ressources scientifiques et relationnelles dont une chercheure dispose pour coopérer à l'international.

L'inégalité entre les femmes et les hommes ne se résume pas à une question de chiffres. Elle joue aussi sur l'accès aux lieux qui comptent dans une carrière scientifique : ceux où l'on se fait connaître, où l'on obtient de la reconnaissance, où l'on construit des collaborations. D'où l'importance des moyens que les institutions mettent à disposition. Sans eux, un chercheur a beau avoir les compétences et le réseau, il lui manque de quoi les transformer en projets de coopération internationale. La coopération scientifique repose largement sur les moyens dont dispose l'université : budget, équipements, appuis institutionnels. K. Bonkoungou et *al.* (2024) observent les

contraintes suivantes dans les universités publiques burkinabè : manque d'infrastructures, pénurie d'enseignants permanents. Les dispositifs d'accompagnement de la recherche jouent donc un rôle central : ils ouvrent l'accès aux ressources, aux formations et aux réseaux scientifiques. Mais quand les moyens manquent, cet accès devient plus sélectif. Il profite d'abord à ceux qui sont déjà visibles et bien insérés dans les réseaux institutionnels, comme le montre le témoignage d'un enseignant-chercheur responsable de laboratoire. Le propos de ce dernier illustre le fait que l'université parie sur des valeurs sur en raison du manque de moyens. Il soutient :

> Il existe des formations sur la gestion des subventions. Elles sont rares, et surtout réservées à ceux que la direction a déjà repérés. Avec 0,25 % du PIB consacré à la recherche, l'université n'a pas les moyens de suivre tout le monde. Alors elle parie sur les valeurs sûres.

Les chercheurs interrogés trouvent ainsi que l'accès aux formations et aux dispositifs de soutien reste sélectif.

2.3. Déterminants structurels de la coopération scientifique internationale au Burkina Faso

Bourdieu définit le capital social comme l'ensemble des ressources liées à un réseau durable de relations. Une étude menée à l'Institut Supérieur des Sciences de la Population de l'UJKZ confirme cette idée : à Ouagadougou, les solidarités familiales et les transferts circulent fortement au sein de réseaux élargis (M. Bougma & C. Rossier, 2021). Cette logique de réseau se retrouve dans le champ scientifique. L'inscription dans des réseaux de chercheurs conditionne l'accès aux ressources rares, à la mobilité et à la collaboration internationale. Les travaux sur les inégalités face aux transferts

informels dans les ménages de Ouagadougou vont dans le même sens (S. Moussa & J.-F. Kobiané, 2015). Une analyse du partage des connaissances dans les équipes de recherche universitaire le confirme : les dimensions structurelles et relationnelles du capital social des chercheurs sont interconnectées, pas isolées. L'accumulation de ressources relationnelles relève donc d'un processus cumulatif qui se construit dans l'interaction scientifique, et non d'un capital individuel figé. Les jeunes chercheurs de l'UJKZ le disent eux-mêmes, comme l'illustrent les propos d'un jeune enseignant-chercheur :

> Dans ce milieu, les bons résultats ne suffisent pas toujours pour se faire une place. Il faut aussi connaître les bonnes personnes, participer aux réunions stratégiques et accéder aux bons réseaux. Même avec un excellent dossier, comprendre les codes et les circuits scientifiques reste essentiel. L'intégration dans les réseaux scientifiques internationaux dépend aussi des contacts, du mentorat et des opportunités de collaboration.

Ce propos montre que la reconnaissance scientifique ne dépend pas seulement des performances individuelles. Elle dépend aussi de la capacité à s'intégrer dans les réseaux où circulent les informations, les invitations et les occasions de collaborer, un mécanisme que l'on retrouve dans l'analyse du rôle des réseaux familiaux et sociaux dans l'accès aux opportunités à Ouagadougou (M. Bougma et *al.*, 2014). À cela s'ajoute la position qu'on occupe dans sa carrière académique. L'ancienneté et le poste occupé déterminent l'accès aux ressources et aux réseaux scientifiques. La réputation et

l'avancement dépendent de la reconnaissance de l'excellence scientifique (M. Bougma et *al.*, 2014). Ce fonctionnement pénalise les jeunes chercheurs, dont le capital scientifique reste limité, comme les étudiants de l'UJKZ qui tentent d'entrer dans les espaces académiques. Les femmes chercheures sont touchées plus durement encore : la répartition genrée des charges familiales peut freiner leur trajectoire (F. Djibo & C. Gauthier, 2020). Les enquêtés décrivent un cercle cumulatif : une première reconnaissance ouvre l'accès à de nouvelles opportunités, qui à leur tour renforcent la visibilité scientifique. Cette réalité sur les opportunités qu'offrent la visibilité scientifique est confirmée par un jeune enseignant chercheur en ces termes :

> Les grands projets et les partenariats internationaux reviennent toujours aux mêmes : les professeurs titulaires, ceux qui ont déjà publié longtemps. Nous, les jeunes, on n'a pas ce dossier-là. On peut avoir de bonnes idées, il manque la réputation, et sans réputation on n'est pas invité aux bonnes tables. Les primes, les avancements, tout récompense ceux qui sont déjà reconnus. Le cercle est simple : plus tu es reconnu, plus tu accèdes aux opportunités qui te rendent plus reconnaissable encore. Le casser nous prendrait des années

Décrocher un partenariat international ne dépend pas seulement de l'ancienneté d'un laboratoire ou de son nombre de citations. La relation de confiance, construite puis entretenue avec les institutions partenaires, pèse tout autant. L'analyse d'un partenariat Nord-Sud dans la microfinance agricole au Burkina Faso le montre (O. Djibo et *al.*, 2005). Les

auteurs notent d'ailleurs que les études empiriques sur ce type de collaboration restent rares, alors que les formes de partenariat, elles, se multiplient. Rien n'est acquis dans ces relations, ni leur qualité ni leur durée. Tout se négocie, en fonction de la position sociale, du genre, du rang occupé dans la hiérarchie scientifique. On retrouve ces mêmes inégalités dans l'accès aux transferts et aux soutiens institutionnels à Ouagadougou (S. Moussa & J.-F. Kobiané, 2015). Cette négociation de tous les instants s'appuie sur la confiance. Elle laisse aussi voir des déséquilibres tenaces entre partenaires du Nord et du Sud, comme le souligne un enseignant-chercheur :

> Un partenariat Nord-Sud ne se décrète pas. Il se construit sur la confiance : prouver qu'on est fiable, qu'on saisit les réalités du terrain. Le problème, c'est que nos partenaires du Nord se réunissent souvent entre eux, sans nous, et c'est dans ces réunions-là que le projet prend sa vraie direction.

Le capital relationnel, ce n'est pas seulement avoir un réseau. C'est aussi pouvoir entrer dans les espaces où se prennent les décisions, accéder aux informations scientifiques et aux dispositifs de financement (Z. A. Ouangré & A. Laplante, 2022). Quand les ressources sont limitées, décrocher un financement suppose des compétences précises : faire de la veille, gérer une subvention, monter un projet. Ces compétences s'ajoutent au capital social et à l'expérience professionnelle, et elles creusent les écarts entre chercheurs selon leur insertion dans les circuits d'information et leur maîtrise des outils numériques (B. C. V. Rouamba/Ouédraogo et *al.*, 2024). Les entretiens le confirment : savoir monter un dossier de financement reste une ressource

inégalement maîtrisée. D'où l'importance de l'autoformation, évoquée par un enseignant-chercheur :

> Le FONRID est à peu près la seule porte pour financer nos recherches, vu ce que l'État met dans le secteur. Encore faut-il savoir monter un dossier, parler la langue des bailleurs, gérer une subvention, se débrouiller avec la propriété intellectuelle. Personne ne m'a formé à ça. On apprend en se trompant. D'autres, mieux introduits, réussissent du premier coup : ils ont déjà les codes.

3.4. Agentivité des chercheurs face aux inégalités structurelles du champ scientifique

La thèse de N. M. A. Kandé (2014) consacrée aux carrières des enseignants-chercheurs en Afrique de l'Ouest constate que les femmes se raréfient à mesure qu'on monte dans la hiérarchie académique, et ce malgré leur capacité à contourner certaines barrières institutionnelles. Ce constat recoupe les travaux de P. F. Yougbaré et P.-M. Moyenga (2025), qui documentent la persistance des inégalités et des stéréotypes de genre chez les femmes chercheures au Burkina Faso. Il rejoint aussi ceux de L. Zaongo et *al.* (2025) sur le poids des facteurs individuels, organisationnels et sociaux dans l'évolution de carrière des femmes enseignantes. Ces recherches convergent : face aux contraintes institutionnelles et sociales, les femmes chercheures mettent en place des stratégies d'adaptation. À l'Université Joseph Ki-Zerbo, cette piste ouvre une hypothèse : celle de stratégies de contournement ou de négociation des obstacles tout au long des trajectoires scientifiques. Les stratégies individuelles ne sont pas le seul levier. Les universités peuvent aussi miser sur des dispositifs collectifs de

renforcement des compétences. Au niveau régional, une initiative de renforcement de capacités développée en Afrique francophone par un réseau associant plusieurs institutions de recherche illustre concrètement cette stratégie : le dispositif vise explicitement les chercheurs en sciences sociales de niveau master et plus, en précisant les savoirs et savoir-faire à acquérir. Pour les chercheurs les moins dotés en capital scientifique reconnu, ces dispositifs de formation continue sont un moyen de convertir un investissement en compétences techniques et méthodologiques en ressource mobilisable pour accéder plus tard à des collaborations internationales plus exigeantes. Une enquête menée par l'Institut pour la gouvernance et le développement auprès de 352 jeunes à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso, dont la moitié des groupes était exclusivement composée de jeunes femmes, documente des stratégies de résilience développées par les jeunes face à un environnement socio-économique contraignant. Cette recherche ne porte pas spécifiquement sur le champ académique, mais elle confirme que la jeunesse burkinabè, confrontée à des obstacles structurels multiples, ne se contente pas de subir sa situation : elle élabore des réponses actives. Par analogie sociologique, cette logique est transposable au sous-champ spécifique des jeunes chercheurs. La nécessité de prendre des risques et des initiatives personnes s'impose aux dires d'un responsable académique et administratif. Pour lui, comme beaucoup de jeunes, on apprend très tôt à faire avec presque rien. Il avise que dans la recherche, c'est la même chose : personne ne nous attend, personne ne nous ouvre de porte. Il termine en invitant alors à l'accumulation de petites initiatives, car c'est en saisissant chaque occasion qui passe que l'on peut tenir bon et parvenir à intégrer des réseaux scientifiques nationaux et internationaux

Conclusion

Cette étude porte sur les conditions dans lesquelles les jeunes enseignant.e.s-chercheur.e.s et les femmes de l'Université Joseph Ki-Zerbo s'intègrent aux réseaux scientifiques internationaux. Elle montre que cette intégration ne tient pas seulement aux compétences individuelles ou à la volonté de s'internationaliser. Elle dépend aussi de la mobilisation des réseaux professionnels, de la reconnaissance du capital scientifique, de la position professionnelle et du soutien institutionnel. Les rapports de genre pèsent également sur les trajectoires académiques et sur l'accès aux opportunités internationales. Les résultats font apparaître plusieurs obstacles, à savoir les ressources financières insuffisantes, l'accès limité à la mobilité scientifique et aux formations, la faiblesse des dispositifs d'accompagnement institutionnel, les inégalités professionnelles et de genre. Face à cela, les jeunes chercheur.e.s et les femmes développent des stratégies qui sont entre autres la mobilisation de leurs réseaux personnels et professionnels, le renforcement de leurs compétences, la diversification de leurs collaborations, la participation aux manifestations scientifiques, l'amélioration de leur visibilité académique. Ces initiatives individuelles ne suffisent pourtant pas à corriger les inégalités structurelles. Leur efficacité dépend largement de l'environnement institutionnel. L'étude souligne la nécessité de renforcer les politiques universitaires d'internationalisation, par des dispositifs de mentorat, de tutorat scientifique et d'accompagnement professionnel. Des formations en publication scientifique, en recherche de financements, en montage de projets et en développement de partenariats facilitent l'accès aux réseaux internationaux. La mise en place de mécanismes de financement dédiés à la

mobilité, aux colloques, aux séjours scientifiques et aux projets collaboratifs réduit les barrières matérielles, en particulier pour les chercheur.e.s aux ressources limitées. Intégrer l'égalité de genre et le renouvellement des générations scientifiques aux politiques institutionnelles apparaît tout aussi nécessaire. Il s'agit de favoriser la progression professionnelle des femmes, leur accès aux responsabilités et la reconnaissance de leurs compétences, tout en offrant aux jeunes chercheur.e.s des perspectives d'évolution. Le développement de partenariats durables et équilibrés, autour de projets conjoints, de publications, de codirections de thèses et d'échanges scientifiques, constitue un levier important. L'intégration internationale des jeunes et des femmes enseignant.e.s-chercheur.e.s touche à l'équité, au développement des carrières et à la consolidation du système national de recherche. L'étude plaide pour une internationalisation accompagnée par les institutions, inclusive et durable, qui valorise les compétences scientifiques et renforce la présence du Burkina Faso dans les réseaux scientifiques internationaux.

Bibliographie

ADIOLA Belo, DIAGBOUGA Kibouga Alphonse & ROUAMBA/OUEDRAOGO Bowendsom Claudine Valérie, 2024, « Recours aux réseaux sociaux numériques par les étudiants de l'Université Joseph Ki-Zerbo pour l'apprentissage et la formation académique », in Perspectives Philosophiques – Actes du colloque international, N° 27 Octobre 2023, pp. 441-468.

ARCHER Louise, DAWSON Emily, DEWITT Jennifer, SEAKINS Amy & WONG Billy, 2015, « Science capital : A conceptual, methodological, and empirical argument for extending

Bourdieusian notions of capital beyond the arts », in Journal of Research in Science Teaching, N° 7 Septembre 2015, pp. 922-948.

BONKOUNGOU Koug-Nongom, SOULAMA/COULIBALY Zouanso et ZERBO Marcel, 2024, « Le retard académique à l'université de Dédougou : analyse des déterminants et des stratégies de résorption », Les Tisons, N° 1 Janvier 2024, pp. 47-74.

BOSQUET Clément, COMBES Pierre-Philippe & GARCÍA-PEÑALOSA Cecilia, 2019, « Gender and Promotions: Evidence from Academic Economists in France », in The Scandinavian Journal of Economics, n° 3 Juillet 2019, pp. 1020-1053.

BOUGMA Moussa & ROSSIER Clémentine, 2022, « The role of family networks and social capital on women's fertility intentions in Ouagadougou, Burkina Faso », in Journal of Demographic Economics, N° 2 Juin 2022, pp. 237-255.

BOUGMA Moussa, LANGE Marie-France, LEGRAND Thomas K. & KOBIANÉ Jean-François, 2016, « Stratégies reproductives à Ouagadougou : le rôle de la scolarisation des enfants », in Autrepart, N° 74-75 Octobre 2016, pp. 23-46.

BOURDIEU Pierre, 1984. *Homo academicus*, Paris, Les Éditions de Minuit.

BOURDIEU Pierre, 2001. *Science de la science et réflexivité*, Paris, Raisons d'agir.

CALVÈS Anne-Emmanuèle et KOBIANÉ Jean-François, 2014, « Genre et nouvelles dynamiques d'insertion professionnelle chez les jeunes à Ouagadougou », in Autrepart, N° 71 Septembre 2014, pp. 33-56.

CERDEIRA Jorge, MESQUITA João, VIEIRA Elizabeth**,** 2023, « International research collaboration: is Africa different? A cross-country panel data analysis », in Scientometrics, N° 4 Avril 2023, pp. 2145-2174.

DJIBO Francis & GAUTHIER Clermont, 2020, « Les obstacles à l'exercice de la profession chez les femmes enseignantes du primaire au Burkina Faso », in Formation et profession, N° 2 Juin 2020, pp. 19-34.

DJIBO Ousmane, KIRK Michael & MÜNKNER Hans, 2005, « How Can Microfinance Contribute to the Promotion of Agricultural Value Chains? Experiences of a GTZ Programme in Burkina Faso », In : Tropentag 2005: Conference on International Agricultural Research for Development, Stuttgart-Hohenheim, Germany, University of Hohenheim, 11-13 Octobre 2005, p. 414.p. 414.

ELOUAOURTI Zakaria, ELOUARDIGHI Imane, IBOURK Aomar, 2025, « Bridging the Gender Gap in African Scientific Publishing: Insights From Web of Science Indexed Journals », in Learned Publishing, N° 2 Avril 2025, pp. 1-29.

IBOURK Aomar, ELOUARDIGHI Imane, ELOUAOURTI Zakaria, 2025, « African Women Scientists: A Dynamic Bibliometric Analysis of Their Contributions in Top-Ranked Journals », in Science & Technology Libraries, N° 2 Janvier 2025, pp. 167-193.

KADIO Kadidiatou, DAGENAIS Christian, RIDDE Valéry, 2023, « How does explicit knowledge inform policy shaping? The case of Burkina Faso's national social protection policy », in PLOS ONE, N° 4 Avril 2023, pp. 1-22.

KANDE Ndèye Mariama Angèle, 2014. *Les facteurs déterminants de la carrière des enseignantes chercheuses, une approche Genre Organisation Système (GOS) intégrée : cas de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar*. Thèse, Dakar, Faculté des Sciences économiques et de Gestion (FASEG), Université Cheikh Anta Diop de Dakar ; Montpellier, Faculté des Sciences sociales, Université Paul-Valéry, 252 p.

LOMPO Mathieu, 2022, « Stratégies d'insertion socioprofessionnelle des migrants de la Tapoa à Ouagadougou

(Burkina Faso) », in Revue Sénégalaise de Sociologie, N° 14, pp. 143-166.

MOUSSA Soufianou & KOBIANÉ Jean-François, 2015, « Inégalités des ménages face à la réception de transferts informels. Quelques leçons issues de Ouagadougou (Burkina Faso) », in Cahiers québécois de démographie, N° 2 Automne 2015, pp. 223-249.

NANA Sougrenoma Désiré, DUBOZ Raphaël, DIAGBOUGA Potiandi Serge, HENDRIKX Pascal, BORDIER Marion, 2024, « A participatory approach to move towards a One Health surveillance system for anthrax in Burkina Faso », in PLOS ONE, N° 6 Juin 2024, pp. 1-18.

OUANGRÉ Zoé Aubierge & LAPLANTE Audrey, 2022, « Les défis informationnels pour les étudiants au doctorat en médecine au Burkina Faso », in The Canadian Journal of Information and Library Science / La Revue canadienne des sciences de l'information et de bibliothéconomie, N° 2, pp. 1-39.

ROUAMBA/OUÉDRAOGO Bowendsom Claudine Valérie et CHARMILLOT Maryvonne, 2026, « Être doctorante au Burkina Faso : défis individuels, enjeux sociaux, politiques et économiques », in Revue suisse des sciences de l'éducation, vol. 48, N° 1 Mai 2026, p. 43-54.

SAWADOGO Jean-Pierre Windpanga, 2023, « Capital social et pauvreté des ménages ruraux au Burkina Faso », in La Revue Internationale des Économistes de Langue Française, N° 2 Décembre 2023, pp. 134-154.

SOUGOU Ndèye Marème, NDIAYE Oumy, NABIL Farah, FOLAYAN Morenike Oluwatoyin, SARR Samba Cor, MBAYE Elhadji M. & MARTÍNEZ-PÉREZ Guillermo Z., 2022, « Barriers of West African women scientists in their research and academic careers: A qualitative research », in PLOS ONE, N° 3 Mars 2022, pp. 1-15.

YOUGBARÉ Pengdewendé Francis et MOYENGA Paul-Marie, 2025, « Inégalités de genre dans la recherche scientifique au Burkina Faso : vécu des femmes-chercheures du Centre national de la recherche scientifique et technologique (CNRST) », In Collection Recherches et Regards Afrique, vol. 3, pp. 119-145.

ZAONGO Lucien, YOGO Évariste Magloire et OUEDRAOGO Alizèta, 2025, « Les déterminants de l'évolution de carrière des enseignantes de l'enseignement technique tertiaire du Burkina Faso », in Les Cahiers du Centre Africain de Recherche Scientifique, de Formation et d'Innovation (CARESFI), vol. 1, N° 2, pp. 1-26.